

RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DU CAPITALISME ET DE LA TECHNOCRATIE: LE MARCHÉ COMMUN ANNONCE-T-IL LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES ÉTATS-MAJORS ET DES TRUSTES, RAPPROCHE-T-IL DE CELLE DU VÉRITABLE SOCIALISME? (1ère partie)

Indifférence des masses:

Entré en voie de réalisation le 1^{er} janvier 1959, le *Marché commun* ne semble avoir soulevé parmi les populations concernées ni enthousiasme, ni mécontentement, ni même grand intérêt. Déclarations officielles sans grande pompe, rares oppositions de principe et c'est tout. Les raisons d'une telle indifférence sont compréhensibles: d'une part, la vie des masses européennes n'en a nullement été affectée d'un jour à l'autre et, d'autre part, ces mesures sont apparues telles qu'elles étaient dues à des initiatives gouvernementales et capitalistes prises par-dessus la tête des peuples.

Le Marché Commun est une Révolution profonde:

Et pourtant, il s'agit là d'un fait révolutionnaire quant à ses conséquences économiques, sociales, politiques et psychologiques. Nous pouvons regarder avec plus ou moins de curiosité les autres échafaudages intergouvernementaux mis sur pied par traités et désignés par des sigles innombrables: ONU, OTAN, OECE, GATT, etc..., pactes, alliances, conventions et accords de conjoncture dénonçables et destructibles du jour au lendemain, car n'engageant que temporairement la vie des pays concernés et sur des plans bien délimitée: diplomatique, militaire ou commercial. Il n'en est pas de même du *Marché Commun* qui affecte progressivement toute la vie de l'Europe de l'Ouest et provoque des évolutions de plus en plus irréversibles. Suppression graduelle des barrières douanières, établissement d'un tarif protecteur unique, libre circulation progressive des biens, des investissements, des travailleurs, coordination des politiques économiques et sociales, établissement de nouveaux courants d'échange et de migration, fusion ou association d'économies et d'entreprises séparées ou rivales, mise en compétition de techniques et de produits qui perdent leur «chasse gardée» exclusive, extension des réseaux de distribution, implantations nouvelles d'industries, spécialisations régionales plus poussées de l'agriculture nouvelles divisions géographiques du travail, mise en commun de ressources, de capitaux, de recherches et d'invention: tels sont les effets déjà discernables de ce retour limité et contrôlé au libéralisme économique qu'instaure la C.E.S. (*Communauté Européenne*), autrement dit, le *Marché Commun*. Les pays s'ajustent les uns aux autres, collaborent étroitement, les couples sont directement en présence les économies deviennent plus interdépendantes, les États moins souverains.

Succès du Marché Commun, succès de l'économie capitaliste

Ces changements de structure qui s'esquisSENT peu à peu dans les pays intéressés apparaissent si profonds, si féconds, si rentables, qu'après un démarrage de moins de 2 ans du Marché commun, tous les États capitalistes d'Europe se sentent irrévocablement attirés dans son orbite. Ne groupant à l'origine que les six pays continentaux de la «Petite Europe» du plan Schumann: Allemagne, Bénélux, France, Italie, la C.E.E. attire non seulement ses voisins mais entraîne maintenant l'éclatement de la «Petite Zone de Libre Échange» (A.E.L.B.: *Association Européenne de Libre Échange*), création rivale de la Grande-Bretagne: l'*Europe des Sept* (Grande-Bretagne, Scandinavie, Suisse, Autriche, Portugal). La Grande-Bretagne et la Grèce ont d'abord obtenu d'être «associées» au Marché Commun. Maintenant, sautant le pas définitivement, Grande-Bretagne, Irlande, Danemark et Norvège demandent d'y adhérer complètement tandis que Turquie, Suède, Suisse et Autriche veulent être à leur tour «associées». Une vingtaine d'États africains,

anciennement administrés par la France, la Belgique et l'Italie ont tenu à rester «associés». Les États-Unis, le Japon, le Brésil et l'Argentine nouant des relations spéciales avec le *Marché Commun*, tant il apparaît que rester à l'écart du *Marché Commun*, c'est se couper de plus en plus d'une zone prospère et de débouchés immenses. Le *Marché Commun* est indéniablement un succès de l'économie capitaliste: succès du grand capital, succès pour la grande bourgeoisie et l'impérialisme américains, succès du grand capital allemand et de ses conceptions pan-européennes; le *Marché commun* c'est cela, mais ce n'est pas que cela.

Crise permanente du monde capitaliste

L'économie capitaliste traverse depuis les deux guerres mondiales et surtout la grande crise de 1930, une phase difficile succédant à la phase ascendante de la fin du XIX^e siècle, caractérisée par l'essor des impérialismes et de l'expansion coloniale. Cette phase avait vu l'apogée de l'Europe, de la Grande-Bretagne et de la place de Londres, celle de la domination européenne incontestée en Asie et en Afrique, celle du système colonial et du libéralisme économique. C'était la «*Belle époque*». L'incapacité du capitalisme européen à organiser la planète, même à son profit exclusif, avait provoqué cette première libération d'énergie contradictoire et surcompressée, et ce fut la Première Guerre Mondiale. Stupide affrontement, mais gaspillage nécessaire au capitalisme de biens et d'hommes qu'il ne savait utiliser intelligemment. Les seules différences étaient que le centre de gravité du capitalisme avait quitté une Europe épuisée de s'être entre-déchirée et était passé de Londres à New York, que le Japon concurrençait l'Europe outre-mer et qu'une nouvelle puissance croissait en dehors du système: l'U.R.S.S. Survint octobre 1929, la *Grande crise*, les essais de replâtrage et de stabilisation des années 30: Roosevelt et le *New Deal*, second ministère Mac Donald et l'*Union Nationale*, Hitler et le Nazisme, Fascismes et Fronts Populaires, théories et pratiques de Keynes, et enfin la seule solution à la portée du capitalisme: une seconde guerre mondiale. Et depuis, on attend la suivante.

Éviter les crises cycliques

Or, sans vouloir être trop optimiste, ni défendre un système qui a suffisamment fait ses preuves d'irresponsabilité et d'incohérence, il est possible que cette fois, le cataclysme ne réponde pas à l'attente d'un monde suffisamment teinté de marxisme pour savoir que le capitalisme engendre des crises, et les crises des guerres («*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*», a dit le poète Jean Jaurès). L'une après l'autre, les prévisions des économistes soviétiques (Varga) annonçant depuis 1946, l'imminence d'une crise capitaliste de grande ampleur sont à réviser. Plusieurs causes à cela.

Conflit Est-Ouest et conflits intra-capitalistes

D'abord, les conflits ne sont plus purement intracapitalistes. Les impérialismes se polarisent de plus en plus autour des deux puissances et blocs représentant les deux régimes opposés: États-Unis, économie privée et impérialisme «occidental» d'une part, U.R.S.S., économie planifiée et impérialisme «soviétique» d'autre part. La question qui se pose et que reposent sans cesse, entre autres, les dirigeants communistes est de savoir si les contradictions et rivalités intracapitalistes peuvent l'emporter sur la compétition Est-Ouest. La réponse semble, de plus en plus, être négative.

L'économie capitaliste utilise de nouvelles techniques pour survivre

Enfin, dans cette compétition qui porte essentiellement sur le développement des forces productives et l'organisation de la consommation, l'économie occidentale semble mieux armée intellectuellement que par le passé, mieux organisée, moins inconsciente. Cela peut être dû à une meilleure diffusion des pensées économiques modernes, aussi bien marxistes (et leurs sous-produits social-démocrates) que capitalistes (et leurs adaptations (Beveridge, Mendès-France), à de meilleures analyses socio-économiques (C. Clark), à un perfectionnement des méthodes de comptabilité nationale (matrice du russe-américain Léontreff, adoptée aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est)... en un mot, un meilleur outillage mental permettant un plus haut niveau de connaissance et de la part des États, une prévision économique précise, une orientation et des impulsions appropriées pour pallier ou atténuer les crises périodiques. Partout, l'État intervient comme directement responsable de la santé économique, ne serait-ce que par la prévision et la coordination dans les systèmes capitalistes qui se veulent les plus traditionnels (Erhard, Rueff). Dans chaque État capitaliste, sont institués des mécanismes régulateurs, planificateurs, plus ou moins illusoires au départ (Plan Monnet) et

au service du grand capital, mais de plus en plus effectifs (plans quinquennaux indiens, plans quadriennaux français, etc...).

Résultat positif

Ce serait déjà un résultat non négligeable et même appréciable dans la mesure où l'on ne pratique pas la politique du pire et où l'on n'espère pas l'extrême chaos (crises et guerre, révolution sociale et établissement du socialisme) comme devant amener nécessairement la définitive harmonie. Mais, plus que par le rafistolage du capitalisme qu'il implique, le *Marché Commun* est intéressant par ses conséquences géopolitiques.

Roland BRETON.
